



## Le pacte « Dutreil » dans un contexte international : une précaution pour **réduire efficacement** le **coût fiscal français** d'une transmission d'entreprise

Jean-Luc Bochatay et Jérôme Bissardon [ Avocats, FBT Avocats SA, Genève, Paris ]

La localisation hors de France d'une entreprise ou de ses actionnaires fait parfois oublier que le droit fiscal français instaure des droits de mutation à titre gratuit dans de nombreux cas, alors même que le défunt (ou donateur) est domicilié à l'étranger. La surprise sera amère pour les héritiers d'une succession non préparée. Certes, le champ d'application « extensif » du droit fiscal français en matière de mutation à titre gratuit est limité par certaines conventions en matière de double imposition (« CDI »), mais celles-ci sont relativement anciennes et peu nombreuses (35 pour les droits de succession et 8 pour les droits de donation). Le Ministre français de l'économie a d'ailleurs souligné le 7 février dernier, que « la France, comme de nombreux États, ne souhaite plus en conclure » (Réponse publiée au JORF le 7 février 2023, p. 1133).

### 1 Les transmissions d'entreprises visées en France par les droits de donation et de succession

Sous réserve des dispositions contraires contenues dans les rares CDI en matière de succession et/ou donation, les droits de mutation à titre gratuit sont applicables en France sur la transmission d'entreprises (art. 750 ter du Code général des impôts « CGI ») :

- lorsqu'un chef d'entreprise résidant hors de France détient des titres d'une société en France,
- lorsqu'un chef d'entreprise résidant hors de France détient des titres d'une société qui n'est pas située

en France, mais dont l'un ou plusieurs de ses héritiers, légataires ou donataires résident en France,

- lorsqu'un chef d'entreprise résidant en France détient les titres d'une ou plusieurs sociétés à l'étranger.

Dans l'ensemble de ces situations, l'application du dispositif « Dutreil » prévu par l'article 787 B du CGI peut s'avérer un outil utile, voire indispensable pour réduire le coût fiscal d'une transmission à titre gratuit, dont le taux maximum s'élève à 45% en ligne directe (parents-enfants) !



Jean-Luc Bochatay



Jérôme Bissardon

## 2 La souscription d'un pacte « Dutreil » et ses effets bénéfiques sur l'impôt de succession et/ou de donation

Le dispositif « Dutreil-transmission » permettra d'appliquer un abattement de 75% sur la valeur des titres de sociétés éligibles (industrielles, commerciales, artisanales, agricoles, libérales) pour le calcul des droits de donation ou de succession.

Le coût fiscal maximal sera ramené à 11,25% en cas de décès et à 5,63% en cas de donation en pleine propriété du vivant du chef d'entreprise (s'il est âgé de moins de soixante-dix ans). Une donation de la seule nue-propiété permettra de réduire encore plus drastiquement la facture fiscale.

Il s'agira pour un chef d'entreprise de souscrire, pour une durée minimale de deux ans, un pacte « Dutreil » pour lui-même et ses ayants causes à titre gratuit, seul ou avec plusieurs associés, par lequel il s'engage à conserver les titres d'une société exerçant une activité éligible, représentant au minimum 17% des droits financiers et 34% des droits de vote pour les sociétés non cotées (10% et 20% pour les sociétés cotées).

Le dispositif « Dutreil » est applicable aussi bien aux titres de sociétés françaises qu'aux titres de sociétés établies hors de France.

Nous soulignons cependant que les conditions formelles posées par le législateur français sont parfois complexes à satisfaire et nécessitent non rarement une analyse comparative pour s'assurer de la conformité des mécanismes prévus par la législation de l'Etat de situation de la société (hors de France) avec ceux qui encadrent le dispositif « Dutreil ».

Les bénéficiaires de la transmission s'engageront à conserver individuellement les titres pendant une durée de quatre ans à compter de l'expiration du pacte, lequel devra être en cours au moment de la transmission. L'un des signataires du pacte ou l'un des bénéficiaires devra exercer dans la société, pendant la durée du pacte et pendant les trois années qui suivent la transmission, une fonction de direction éligible ou son activité principale selon le cas.

Bien évidemment, il sera nécessaire de vérifier préalablement si une donation bénéficiant du dispositif « Dutreil » est opportune au regard du droit dont relèvent localement le donateur et le(s) donataire(s).

### 3 L'attrait fiscal du pacte « Dutreil » malgré l'existence d'une CDI : l'exemple du Royaume-Uni (UK), de la Belgique (B), de l'Espagne (ES), de l'Allemagne (D) et de l'Italie (I)

Chef d'entreprise domicilié dans un des Etats suivants: UK; B; ES; D; I		Chef d'entreprise domicilié en France
Enfant(s), héritier(s) domicilié(s) hors de France	Enfant(s), héritier(s) domicilié(s) en France	
Entreprises hors de France	<p>Pas d'imposition en France</p> <p>La transmission par succession en faveur d'héritiers résidents français d'une société située en Belgique, en Espagne ou au Royaume Uni n'est pas imposable en France lorsque le défunt est domicilié dans le même Etat que sa société. L'établissement d'un pacte « Dutreil » sera toutefois opportun en cas de donation puisque les CDI conclues par la France avec ces 3 Etats ne couvrent pas les donations.</p> <p>Si le défunt était domicilié en Allemagne, la transmission de sa société (où qu'elle soit située) sera également imposée en France (en raison du domicile des enfants), mais la France accordera un crédit d'impôt égal à l'impôt allemand selon certaines modalités. Le pacte « Dutreil » présentera donc un réel intérêt en cas de succession et de donation.</p> <p>Selon la CDI conclue avec l'Italie, la transmission par succession ou donation d'une société italienne échappe à toute imposition en France dès lors que le défunt était domicilié en Italie. Le recours au pacte Dutreil semble ici sans effet.</p>	<p>La souscription d'un pacte « Dutreil » sera opportune en cas de transmission par donation ou succession d'une entreprise située dans l'un de ces 5 Etats (Belgique, Espagne, Royaume Uni, Allemagne, Italie) dès lors que les clauses de ces CDI ne limitent pas le droit d'imposition de la France lorsque le défunt y est domicilié.</p>
Entreprises françaises	<p>Une transmission par décès ou donation par un résident britannique d'une société établie en France devrait en principe être soumise aux droits de succession ou de donation en France, conférant au pacte « Dutreil », un attrait fiscal en cas de transmission.</p> <p>La transmission par décès d'une société française par un défunt résident de Belgique ou d'Espagne ne sera pas imposable en France; par opposition à la donation qui sera soumise aux droits de donation en France, fiscalement optimisée, le cas échéant, grâce au dispositif « Dutreil ».</p> <p>Pour l'Allemagne, malgré la résidence allemande d'un défunt ou d'un donateur, si l'héritier ou le donataire réside en France, la France taxera la totalité des biens et appliquera un crédit d'impôt égal à l'impôt allemand selon certaines modalités. Un pacte « Dutreil » pourrait être opportun dans ces conditions.</p> <p>S'agissant de l'Italie, c'est le lieu de situation de la société qui importe. Ainsi, la transmission à titre gratuit de titres par un défunt ou un donateur résident italien sera imposable en France si la société est établie en France, dont les titres pourront opportunément faire l'objet d'un pacte « Dutreil ».</p>	<p>Application de droits en France</p>

En conclusion, l'anticipation des coûts fiscaux en France d'une donation ou d'une succession ne devrait pas être qu'une préoccupation de résidents français dans un environnement « hexagonal », mais concerne tout autant ceux qui résident hors de France et dont la situation personnelle, familiale ou patrimoniale constitue un facteur de rattachement d'imposition en France. Quand

bien même une CDI aurait été conclue entre la France et l'Etat de résidence du défunt et/ou du donataire, nous soulignons, d'une part, que celle-ci couvre très rarement les donations et, d'autre part, qu'elle n'exclut pas systématiquement (loin s'en faut) la faculté du fisc français de prélever l'impôt.

Dès lors, même si aucune donation n'est envisagée à court ou moyen terme, la conclusion d'un « pacte Dutreil » s'avérera une précaution très utile et permettra, toutes conditions devant être remplies par ailleurs, de réduire opportunément (et parfois supprimer !) les droits de succession en cas de décès prématuré. Cette mesure participe ainsi à protéger les héritiers si le pire devait arriver.



# The “Dutrelil” pact in an international context: a precautionary measure to **effectively reduce** the **French tax cost** of a company transfer

Jean-Luc Bochatay and Jérôme Bissardon [ Attorneys-at-Law, FBT Avocats SA, Geneva, Paris ]

The fact that a company or its shareholders are located outside France sometimes makes people forget that French tax law imposes duties on gratuitous transfers in many cases, even though the deceased (or donor) is domiciled abroad. The surprise will be bitter for the heirs of an unprepared succession. It is true that the ‘extensive’ scope of the French tax law on gratuitous transfers is limited by certain double taxation agreements (“DTAs”), but these are relatively old and few in number (35 for inheritance tax and 8 for gift tax). On 7 February 2023, the French Minister of Economy pointed out that “France, like many other countries, no longer wishes to enter into DTAs” (Answer published in the JORF on 7 February 2023, p. 1133).

## 1 Company transfers subject to gift an inheritance tax in France

Subject to any provisions to the contrary contained in rare DTAs relating to inheritance and/or gifts, free transfer duties are applicable in France on the transfer of companies (Art. 750 ter of the French General Tax Code (“CGI”)):

- when a company director resident outside France holds shares in a company in France,
- when a company director resident outside France holds shares in a company that is not located in France, but in which one or more of his heirs, legatees or donees are resident in France,
- when a company director resident in France holds shares in one or more companies abroad.

In all these situations, the application of the “Dutrelil” scheme provided for in Article 787 B

of the CGI can be a useful, even indispensable, tool for reducing the tax cost of a free transfer, the maximum rate of which is 45% in a direct line (parents-children)!

## 2 Subscribing to a “Dutrelil” pact and its beneficial effects on inheritance and/or gift tax

The “Dutrelil-transmission” scheme allows a 75% allowance to be applied to the value of shares in eligible companies (industrial, commercial, craft, agricultural, liberal) when calculating gift or inheritance tax.

The maximum tax cost will be reduced to 11.25% in the event of death, and to 5.63% in the event of a gift of full ownership during the lifetime of the company director (if he or she is under the age of seventy). A gift of bare ownership alone will reduce the tax bill even more drastically.

Business owners will be required to sign a “Dutrelil” pact for themselves and their successors free of charge, alone or with several partners, for a minimum period of two years, under which they undertake to retain the shares of a company carrying out an eligible business, representing at least 17% of the financial rights and 34% of the voting rights for unlisted companies (10% and 20% for listed companies).

The “Dutrelil” system applies to shares in both French companies and companies established outside France. We would point out, however, that the formal conditions laid down by the French legislator are sometimes complex to satisfy and often require a comparative analysis to ensure that the mechanisms provided for by the legislation of the State in which the company is located (outside France) comply with those governing the “Dutrelil” scheme.

The beneficiaries of the transfer will undertake to hold the shares individually for a period of four years from the expiry of the pact, which must be in force at the time of the transfer. One of the signatories of the pact or one of the beneficiaries

must hold an eligible management position in the company or must carry out its main business activity, as the case may be, for the duration of the agreement and for three years following the transfer.

Obviously, it will be necessary to check beforehand whether a gift benefiting from the “Dutreil” scheme is appropriate under the local law applicable to the donor and the donee(s).

**3 The tax appeal of the “Dutreil” pact despite the existence of a DTA: the example of the United Kingdom (UK), Belgium (B), Spain (S), Germany (G) and Italy (I)**

		Company director domiciled in one of the following countries: UK; B; S; G; I		
		Child(ren), heir(s) domiciled outside France	Child(ren), heir(s) domiciled in France	
				Company director domiciled in France
Companies outside France	No taxation in France	<p>The transfer by succession of a company located in Belgium, Spain or the United Kingdom to French resident heirs is not taxable in France when the deceased is domiciled in the same country as the company. However, it would be advisable to draw up a “Dutreil” pact in the event of a gift, as the DTAs signed by France with these 3 countries do not cover gifts.</p> <p>If the deceased was domiciled in Germany, the transfer of his company (wherever it is located) will also be taxed in France (because of the domicile of the children), but France will grant a tax credit equal to the German tax under certain conditions. The “Dutreil” pact will therefore be of real interest in the case of inheritance and gifts.</p> <p>Under the DTA with Italy, the transfer of an Italian company by succession or gift is exempt from taxation in France if the deceased was domiciled in Italy. Recourse to the Dutreil pact would appear to have no effect here.</p>	<p>It would be advisable to sign a “Dutreil” pact in the event of the transfer by gift or inheritance of a company located in one of these 5 countries (Belgium, Spain, United Kingdom, Germany, Italy), given that the clauses of these DTAs do not restrict the right to tax in France when the deceased is domiciled there.</p>	
	French companies	<p>A transfer by death or gift by a UK resident of a company established in France should, in principle, be subject to inheritance or gift tax in France, giving the “Dutreil” pact a tax advantage in the event of a transfer.</p> <p>The transfer by death of a French company by a deceased resident of Belgium or Spain will not be taxable in France; in contrast, the gift will be subject to gift tax in France, optimised for tax purposes, where applicable, thanks to the “Dutreil” scheme.</p> <p>For Germany, despite the German residence of a deceased person or a donor, if the heir or the donee resides in France, France will tax all the assets and will apply a tax credit equal to the German tax under certain conditions. A “Dutreil” pact could be appropriate in these circumstances.</p> <p>In the case of Italy, it is the location of the company that is important. Thus, the transfer of shares by succession or gift from an Italian resident deceased or donor, will be taxable in France if the company is established in France; it may be wise to set up a “Dutreil” pact.</p>	<p>Application of rights in France</p>	

In conclusion, anticipating the tax costs in France of a gift or an inheritance should not only be a concern for French residents in a “hexagonal” environment, but also for those who reside outside France and whose personal, family or asset situation constitutes a connecting factor for taxation in France. Even if a DTA had been concluded between France and the State of residence of the

deceased and/or the donee, we would point out, on the one hand, that it very rarely covers gifts and, on the other hand, that it does not systematically (far from it) exclude the right of the French tax authorities to levy tax.

Therefore, even if no gift is envisaged in the short or medium term, entering into a “Dutreil pact”

will prove to be a very useful precaution and will make it possible, all other conditions being met, to opportunely reduce (and sometimes eliminate!) inheritance tax in the event of premature death. This measure helps to protect heirs should the worst happen. ■